

ROCH



PREAMBULE

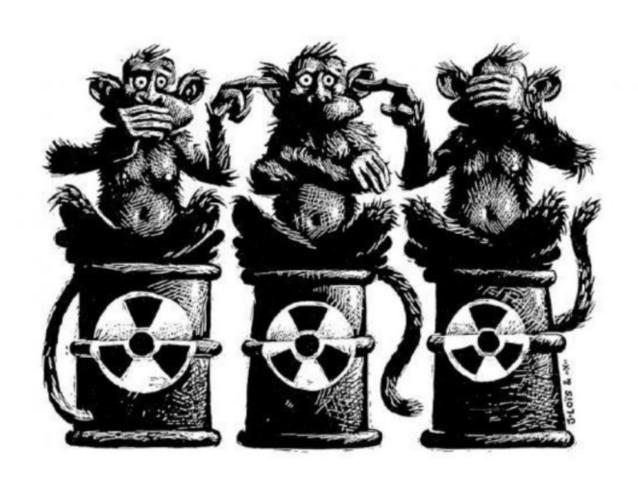
Cette brochure n'a pas vocation à être exhaustive sur la lutte contre le projet Cigéo : il est toujours infiniment complexe de résumer 30 ans de lutte dans quelques pages. D'autant qu'il est complexe de décrire la lutte à un instant T alors que celle-ci se précipite souvent déjà vers le moment suivant, avec un contexte et une configuration déjà complètement chamboulée.

L'idée de cette brochure est donc de donner les grandes lignes de compréhension de la lutte de Bure et d'aiguiller vers des sources d'informations nombreuses et plus détaillées qui parfois disparaissent dans le maëlstrom virtuels du "trop d'information qui tue l'information".

Et le mieux au final c'est encore de se rencontrer, d'en discuter, nous sommes nombreux-ses au sein de la lutte à avoir à coeur de nous déplacer, prendre du temps pour parler de ce qui nous habite et nous anime :) h

SOMMAIRE

- P.3 Préambule
- P.4 Sommaire
- P.6 La Meuse
- P.8 Géopolitique locale
- P.10 Acteurs de la lutte
- P.12 Chronologie de la lutte
- P.16 Diversité des pratiques
- P.22 Échéances
- P.23 Liens & Ressources



LA MEUSE



Le département

La population en Meuse se concentre surtout dans le nord du Département et plus particulièrement en son centre, au long de la RN4 qui traverse d'Est en Ouest, de Bar-le-Duc à Commercy. L'industrialisation est quant à elle concentrée autour du centre du département, les surfaces agricoles au nord et au sud. Le département à beaucoup souffert de chutes brutales de sa démographie dans l'après-guerre puis la désindustrialisation des années 70-80 et plus récemment, des suites du départ d'un certain nombre de cantonnements militaires et de la fermeture d'un grand nombre de services de proximité (récemment la maternité de Bar-le-Duc ou 3 collèges dans le département). L'essentiel de l'activité est perfusée par les subventions liées au projet Cigéo mais elle ne compense par la perte de services, elle freine juste en apparence la désertification économique du territoire. Pourtant les projets et initiatives sont nombreux mais ne reçoivent pas forcément les appuis durables que laissent miroiter les aides du Groupement d'Intérêt Public Meuse lié à l'implantation de Cigéo. Les emplois promis par l'Andra tardent à arriver et se concentrent essentiellement dans le BTP et la sécurité, sur des courtes périodes d'emploi. Le seul domaine dans lequel les subventions participent réellement à la vie du territoire, c'est celui de la culture, avec un grand nombre de festivals et petites fêtes, troupes théatrales, concerts, etc. organisés en Meuse.

Le département est un des plus forestiers et ruraux de France, alternant des plateaux et plaines céréalières et un grand nombre de vallées forestières. Les vignes et vergers constituent aussi une part non négligeable de l'agriculture.

Démographie

- * 184 474 habitants (30 hab/km²) avec une perte de 1000 hab / an en moyenne depuis 10 ans
- * 15,5 % de pauvreté (44 % des foyers imposables) / 14 % de chômage
- * 50 % d'emplois de services et commerce / 16 % d'emplois en agriculture / 9,5 % BTP / 7,1 % industrie

Géographie

- * 150 km du nord au sud, 70 km d'Est en Ouest
- * 57 % de surfaces agricoles / 37 % de forêts
- * Chef-lieu: Bar-le-Duc 15 500 habitants

Finances

- * Budget du département : 240 M d'euros / an
- * Dette du département : 205 M d'euros avec 21,7 acquittés / an (3e dette la + élevée de France / hab)
- * Subvention GIP Meuse : 30Millions d'euros par an pour la Meuse et 30M pour la Haute-Marne (plus de 700 M d'euros déjà versés depuis 1999) dont 1,8M pour les communes dans un rayon de moins de 10km https://www.objectifmeuse.org/documents-telechargeables/
- * Dons et parrainages directs de l'Andra du site Meuse/Haute-Marne : 140 à 200 000 euros / an https://meusehautemarne.andra.fr/sites/meuse/files/2019-05/Synth%C3%A8se%20bilan%20des%20parrainages%202018.pdf

Nucléarisation du territoire

L'Andra s'est implantée en Meuse en 1999 avec l'acquisition des 20 premiers hectares d'emprise du Laboratoire actuel. Depuis, grâce à une collaboration de l'organisme agricole de gestion foncière SAFER de la Meuse, elle a pu mettre en réserve plusieurs centaines d'hectares de terres agricoles et forestières quand elle ne les pas acquis en direct par des tractations prenant parfois des allures de harcèlement et de chantage à l'expropriation future. Ce sont à présent 3000 hectares de foncier dont elle dispose et récemment elle entreprend l'acquisition de bâti dans certains villages. Ce foncier lui sert de monnaie d'échange pour les parcelles qui l'intéressent et qui se déterminent au fil de la la détermination de son projet dans le temps.

Parallèlement à cette installation lente de Cigéo, les autorités et l'industrie nucléaire doivent démontrer qu'elles ne nuisent pas au territoire en faisant fuir ses habitant.e.s mais qu'elles oeuvrent aussi à le « dynamiser » et l'enrichir financièrement et en terme d'emplois. Le projet en luimême n'étant pas pourvoyeur rapide d'emplois, un certain nombre de projets annexes de l'industrie nucléaire sont projetés dans le territoire de la Meuse et de la Haute-Marne voisine.

Ainsi les promoteurs de Cigéo font-ils miroiter aux entrepreneurs et élus locaux depuis cinq ans tout un cluster de l'industrie nucléaire voué à s'implanter en Meuse et Haute-Marne.

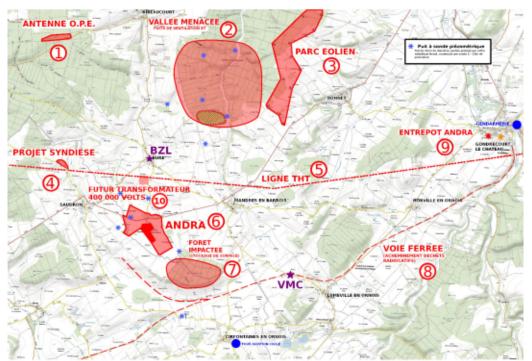


Carte distribuée à la World Nuclear Exhibition 2014

Après un projet avorté d'usine de bio-carburant à base de pulvérisation de 96000 tonnes de biomasse de bois par an à Saudron, porté par le CEA, c'est l'usine de retraitement de déchets radioactifs de faible activité à Gudmont-Villiers par Derichebourg qui a fait machine arrière, du fait d'une trop forte opposition de ses habitant.e.s. Et à présent c'est un projet de laverie des vêtements du nucléaire à Joinville qui déclenche des manifestations importantes depuis 2 ans. EDF a en revanche pu installer discrètement une plate-forme d'entreposition de pièces de centrales nucléaires à Velaines. Dans les lycées du département, des formations sont ouvertes en CAP et BTS en direction de l'industrie nucléaire. Et Orano et EDF ont posé des centres d'archives à Bure et à Houdelaincourt. Tout ça reste pour le moment très marginal et relève davantage de la poudre aux yeux que d'un véritable développement de territoire. Ce sont à peine une centaine d'emplois cumulés et pas nécessairement pourvu localement au final.

Remarque: l'argument de désertification du territoire porté y compris par les opposant.e.s pour pointer l'opportunisme de l'implantation de l'Andra a pu aussi contribuer à invisibiliser davantage la richesse de l'existant dans ce département qui a une vie alternative, populaire et culture particulièrement dense et riche relativement à sa pauvreté. De même l'apparente aridité et le dénuement du plateau de Bure, très agricole, cerné d'éoliennes et couronné par son laboratoire qui ressemble à une énorme usine, donnent aux visiteurs, militant.e.s, journalistes, curieux ou ingénieur.e.s la sensation que la région est hostile, vide et sans avenir, que Cigéo est peut-être en fin de compte moins pire ici qu'ailleurs. Pourtant les vallons très boisées et luxuriantes en biodiversité voisines et les villages pittoresques et anciens qui parsèment les deux vallées de l'Ornain et de la Saulx au nord de Bure donnent à voir un tout autre aspect du territoire.

GEOPOLITIQUE LOCALE



Géopolitique de l'adversité

Bure est un village de 80 habitants, qui voisine le village de Saudron qui en compte 40, celui de Mandres qui en compte 130. Le laboratoire de l'Andra est implanté entre ces trois villages, avec une emprise sur les communes de Bure et de Saudron.

Les premiers commerces des environs sont à 11km dans la ville de Gondrecourt-le-Château (1100 hab.) et seuls des exploitations agricoles, un garagiste (Mandres), une fromagerie (Biencourt), des artisans du bâtiment et paysagistes constituent l'activité économique locale. La majorité des maires sont soit partisans inconditionnels de l'Andra (et souvent directement bénéficiaires), soit pragmatiques et résignés (prendre l'argent ou ne pas être élu). Les élus opposés sont soit situés dans le Nord-Meuse, ou ont soit perdus leurs siège du fait des pressions exercés par l'Andra et ses promoteurs. La communauté de communes de l'Ornois (Gondrecourt-le-Château) est un soutien inconditionnel de Cigéo, tandis que celle de la Saulx (Montiers-sur-Saulx) joue la girouette, tantôt détractrice, tantôt partisane, selon ce que ses positions tapageuses lui permettent de capter comme compensations.

La route à plus forte fréquentation du Sud Meuse passe en plein milieu de l'emprise du laboratoire et de ses installations annexes :

- le périmètre laboratoire proprement dit de 20 hectares, comptant un certain nombre de bâtiments, bureaux, ateliers logements et la descente vers les quelques centaines de mètres de tunnels d'étude déjà creusés à 500m en-dessous. Toute l'enceinte est étroitement surveillée par des patrouilles, des détecteurs et caméras sur les grilles doublées de rouleaux de barbelés lames de rasoir.
- l'écothèque, un bâtiment censé recueillir tous les échantillons de prélèvements environnementaux servant d'étalon avant la nucléarisation des environs.
- un bâtiment d'archives nationales d'EDF
- un bâtiment servant de hall d'exposition et de réunion/conférence, le pôle technique
- un hôtel-restaurant, une boulangerie, une future épicerie fortement subventionnés. D'autres installations sont prévues sur les 300 hectares de « zone à urbaniser » qui ont fait l'objet de fouilles archéologiques récentes (printemps 2016).

Sur le versant opposé, surplombant le village de Saudron, un autre bâtiment hangar blanc est le vestige d'un projet avorté du Commissariat à l'Énergie Atomique (et aux Énergies Alternatives depuis peu), Syndièse, censé pulvériser 96000 tonnes de biomasse de bois pour en faire du biocarburant.

A l'est du village de Bure, le Bois Lejuc a cristallisé beaucoup de la lutte et brutalement changé son visage et sa notoriété, lorsque l'Andra a procédé avec le village de Mandres à l'échange d'un de ses bois voisins et entériné une phase de défrichage importante au printemps 2016. Ces premiers travaux ostensibles depuis l'implantation du laboratoire en 1999 ont conduit à une mobilisation importante durant les mois suivants en défense de ce bois, avec des occupations, expulsions et réoccupations. Au final l'Andra a recouvré le bois mais renoncé à des travaux immédiats autres que des forages de sondage préalables à l'accord de lancement de Cigéo qui devrait intervenir au plus tôt fin 2020.

Suite à une défait juridique au tribunal et face à la virulence de l'opposition durant les trois années passées, l'Andra est revenu à une mise en place discrète et lente du projet, se contentant d'acquisitions foncières progressives de l'emprise d'une ancienne voix ferrée qui va de Nançois-Tronville jusqu'au Labo, en passant par Gondrecourt-le-Château, et de forages qui s'ensuivent de l'implantation de grosses boîtes métalliques vertes contenant des instruments de mesures du sous-sol (les piézomètres), un peu partout dans les 1000m entourant le laboratoire.

Géopolitique des opposant.e.s

En 2006, les opposant.e.s et le Réseau Sortir du Nucléaire (à 40%) font l'acquisition de la Maison de Résistance dans le village de Bure et en font un lieu relais de la contestation : information, accueil de groupes, point logistique des mobilisations. Cette bâtisse de ferme entièrement rénovée et adjoint d'une grande salle multiactivité de 70m2, peut accueillir confortablement 40 personnes en couchage et en a parfois accueilli jusqu'à 150. Jusqu'en 2017, deux à quatre permanents de l'association Bure Zone Libre en assument la gestion administrative, l'entretien et assurent un accueil-information de la lutte, en direction des riverains comme de tout autre public. Ce point d'ancrage est essentiel dans une configuration où la plupart des opposant.e.s associatives « historiques » habitent à 30, 50 ou 70km dans la Meuse et la Haute-Marne voisine.

Depuis l'été 2016, l'occupation du Bois et l'arrivée de dizaines de militant.e.s qui se sont installé.e.s à la Maison de Résistance, dans le Bois Lejuc, sur le terrain de l'ancienne Gare de Luméville dans un premier temps, des nouvelles bâtisses ont été achetées et louées collectivement en groupe plutôt affinitaires ou à titre individuel (4 logements à Mandres-en-Barrois, 2 logements à Biencourt-sur-Orge, 1 logement à Bonnet, 1 logement Cirfontaines-en-Ornois, 2-3 à Montiers-sur-Saulx).

Avec la répression, les tensions et fatigues internes à la lutte, un certain nombre de personnes ont pris de la distance dans les villes environnantes : Ligny-en-Barrois, Joinville, Commercy, Nancy. De nouveaux liens d'amitiés se sont créés ou sont venus renforcer ceux existants avec tout un tissu de sympathisant.e.s de la lutte environnant (circacien.nes, maraîcher.e.s, teufeur-euses, artisan.e.s, etc.). Des comités locaux de soutien à la lutte se sont superposés à des associations en lutte à Verdun, Montmédy, Bar-le-Duc, Metz, Reims, accentuant encore une navigation régionale des opposant.e.s au sein d'un large réseau d'amitiés et de sympathies.

L'augmentation rapide du nombre d'opposant.e.s installé.e.s à Bure et environs, ainsi que l'intensification des grosses mobilisations drainant plusieurs milliers de personnes en quelques mois, ont nécessité un accroissement des capacités d'accueil et conduit à ce que des contacts réguliers soient pris avec un bon nombre d'artisans, producteurs et commerces de la région.

Cette intensification et accroissement ont aussi multiplié les frictions avec les populations riveraines, du fait des décalages d'expression politique, culturelle et de modes de vie importants. Les actions individuelles et collectives nombreuses sont perçues de façon assez inégales dans le voisinage mais ont participé à créer une lassitude accrue, ainsi que la sur-présence policière qui s'est installée au fil des mois en réponse à ces actions (tags, sabotages, vols, etc.)

Si des projets d'installation agricole étaient présents chez les opposant.e.s en 2016, ce n'est que depuis peu que ces envies se concrétisent plus loin dans le département, venant ainsi s'ajouter à une première génération opposant.e de 2006 à 2010 qui s'était établie. Brasserie, maraîchage, élevage, boulangerie, cirque et spectacles font partie des activités qu'on développé les générations successives d'opposant.e.s installé.e.s en Meuse. Parmi celles et ceux arrivé.e.s en 2015-2016, plusieurs ont aussi entrepris d'investir la vie militante de la région par l'ouverture de lieux ou la création de structures autogérées.

« Sur Zone » comme on dit des 10km de rayon autour du Laboratoire, un certain nombre d'activités collectives autogérées émergent ou disparaissent, selon les allées et venues des opposant.e.s et la fluctuation de leurs investissements sur place, qui peuvent être fonction aussi bien des tensions et lassitudes internes, que de la répression, ou plus largement des forts ascenseurs émotionnels et sentimentaux que l'entre-soi très élevé de lutte dans un endroit aussi difficilement accessible sans véhicule peut créer (même si la multiplication des habitats a grandement contribué à permettre à un grand nombre de personnes d'avoir des espaces propres d'intimité et de retrait). Parmi les activités, l'auto-école autogérée, le fournil, les affouages (récolte de bois), l'anarchist Bure Cross de soutien aux prisonniers, les dynamiques agricoles indépendantes ou au sein du collectif Terres de Bure, les balades naturalistes, les soins et activités médics, l'anti-répression et la legal team, l'automédia, les soirées de débat, projection et information, les chantiers collectifs, les ateliers en tous genres, continuent de rythmer la vie quotidienne.

Si l'accueil a été assez aléatoire au sein de la lutte durant plusieurs mois, générant pas mal de retours de personnes ayant eu la sensation d'être mal ou pas accueillie, on peut surtout l'imputer à une dissolution d'un collectif large inter-lieux qui a persisté jusqu'au printemps 2018. L'interruption de l'assemblée hebdomadaire (les « Gravitantes ») et la suspension du journal interne de la lutte (Le « Hibou express ») ont de fait réalisé une partie de cette atomisation d'un « nous » qu'agglomérait le sobriquet « chouettes et hiboux de Bure » malgré de fortes dissensions internes en l'été 2017 et l'été 2018.

Le départ d'un certain nombre d'opposant.e.s, plus ou moins loin de Bure, la relativisation des dissensus face à la répression, un temps mort de presque une année pour digérer un certain nombre de traumas et de crispations et l'arrivée récente d'un bon nombre de nouvelles personnes détachées du passif antérieur (via les Bombes atomiques notamment) ont permis de remotiver certaines dynamiques, d'en susciter des nouvelles qui se réapproprient les espaces collectifs beaucoup désertés (comme la Maison de Résistance qui redevient depuis peu le centre de nombreuses activités

ACTEURS DE LA LUTTE

La configuration de la lutte est complexe et pas facile à appréhender, même pour des personnes qui sont parfois là depuis deux ans. On ne peut pas partitionner entre organisations et collectifs, entre associations et autres, un grand nombre d'individus naviguent au sein de la lutte entre des groupes de travail, des collectifs formels ou affinitaires, des associations, ou simplement en leur seul nom propre.

On peut néanmoins distinguer quelques espaces communs au sein de la lutte :

- La coordination Stop-Cigéo quoi se réunit depuis plusieurs années à Bar-le-Duc, fonctionne en cooptation et réunit des représentant.e.s des différentes associations en lutte contre le projet Cigéo et des autres composantes de la lutte, ainsi que des individus très investis et constants dans la lutte depuis parfois plusieurs années. Les réunions de la coordination ont un caractère confidentiel et concentrent les aspects organisationnels et décisionnels sur la complémentarité des pratiques et des positionnements au sien de la lutte contre Cigéo.
- L'assemblée de lutte qui se veut un espace inclusif et ouvert aux curieux, riverains aussi bien qu'aux opposant.e.s locaux comme parfois lointains (comités de soutiens et groupes antinucléaires partout ailleurs). L'assemblée de lutte n'a pas vocation être décisionnelle mais plutôt informative et discursive : elle est l'espace de mise en commun des agendas, des informations des différentes composantes de la lutte et le lieu de discussion de fond des grandes préoccupations.
- L'assemblée inter-lieux sur place à Bure, ou nommée Gravitante durant tout un temps, qui n'a plus eu lieu depuis le printemps 2018 et avait vocation à gérer les aspects pratiques de la mutualisation des moyens matériels et financiers mais a peu à peu été remise en cause du fait qu'elle laissait trop de place aux dominations de celles et ceux qui en étaient les habitué.e.s, ce qui produisait une asymétrie des décisions. La longueur des ces réunions qui pouvaient compter parfois plus d'une cinquantaine de participant.e.s et laisser une part croissante aux débats sur les différents de fond politiques, a généré de nombreuses frustrations et conduit à son terme au constat qu'il était nécessaire de repenser une nouvelle forme plus adéquate de concertation et décision entre lieux. Ce processus n'est jamais parvenu à son terme pour différentes raisons complexes et difficilement réductibles à une explication homogène.

- Les réunions des différentes commissions et groupes de travail transversaux de la lutte :

Bure Juridique parmi les plus constants et actifs, avec la participation de juristes et d'avocates, de professionnels forestiers, géologues, naturalistes, etc. ainsi qu'un bon nombre d'individus actifs au sein des associations et collectifs de la lutte. Ce groupe se concentre principalement sur les plaintes administratives à l'encontre du projet Cigéo et autres projets nucléaires dans le territoire.

Le GRADOC, groupe d'étude des documents juridiques et administratifs de l'Andra et affiliés est le pendant de Bure Juridique, un groupe de travail qui se réunit chaque trimestre pour débroussailler les documents adverses et fournir la matière à la fois à des recours juridiques et à la fois à une vulgarisation de l'information technique.

L'anti-répression qui se divise entre le groupe Antirép Rurale (Arr) à Bure et le soutien financier via l'association CACENDR. L'ARR assure à la fois le suivi légal durant les mobilisations et le suivi des dossiers avec les inculpé.e.s.

L'Anarchist Bure Cross, créé en 2016, est un groupe de soutien aux prisonniers politiques et de lutte contre les prisons qui s'inscrit dans la tradition politique anti-carcéralle de l'anarchist black cross, un réseau anarchiste qui lutte depuis 1900 pour l'abolition des prisons et le soutien aux prisonniers politiques.

L'Automédia, ou la prise en charge de la communication externe et interne de la lutte par elle-même faisait l'objet d'une commission dédiée jusqu'à l'été 2017 et s'est depuis réduit à une liste mail de gestion collective des sollicitations médiatiques et par ailleurs l'open-publishing (publication modérée mais ouverte à les opposant.e.s) proposé par le site https://bureburebure.info . Le site plate-forme www.stopcigeo-bure.eu et les comptes de réseaux sociaux facebook @Bureacuire2 et twitter @ZIRAdiés se contentent quant à eux d'être des relais de republication d'information (agenda, veille médias, communiqués de presse) sans création de contenu.

La médic se réunit principalement à l'approche de mobilisations où sont susceptibles d'être blessées des personnes. Elle assure une prise en charge de premiers secours confidentielle et respectant le consentement des personnes.

La Roue Libre, constituée en association mais portée collectivement est une auto-école autogérée située à Bure et fonctionnant grâce à l'achat collectif d'une voiture à double pédale.

Terres de Bure, le collectif existant depuis le printemps 2016 et réunissant paysans sympathisants et opposant.e.s autour de la lutte contre l'accaparement des terres, l'autonomie alimentaire et toutes les autres préoccupations des luttes paysannes. C'est dans ce cadre qu'ont eu lieu des squats de champs semés en céréales et des initiatives de maraîchage collectif.

Un bon nombre de groupes de travail et commissions ponctuelles et parfois éphémères se mettent en place au gré des envies et nécessités du moment, dans les nombreuses réunions qui se tiennent dans le cadre de la lutte.

- Les associations en lutte contre le projet Cigéo au niveau national:

Le Réseau Sortir du Nucléaire qui mobilise d'importantes ressources financières et de communication pour soutenir la lutte à Bure. Chaque conseil d'administration compte en outre des opposant.e.s locaux depuis de nombreuses années et les salariés du réseau consacrent un temps précieux en renfort à la lutte à des moments cruciaux.

France Nature Environnement et son relais local Meuse Nature Environnement prennent une part active dans la construction des recours au sein de Bure Juridique et dans la production d'information technique et environnementale sur le projet Cigéo. Des responsables de MNE prennent une part active aux différents groupes de travail et assemblée de la lutte.

Greenpeace, s'il n'affiche pas ouvertement sa présence sur le terrain de la lutte à Bure, accentue néanmoins son positionnement contre le projet Cigéo depuis peu. Ses militant.e.s locaux sont en outre souvent présent.e.s sur les stands installés dans le cadre des mobilisations de la lutte.

D'autres organisations comme le Mouvement pour une Alternative Non Violence, ATTAC, les Amis de la Terre, les syndicats Solidaires prennent régulièrement une part active dans des mobilisations contre le projet Cigéo, notamment à Nancy, Metz, St Dizier ou Bar-le-Duc.

- Les associations en lutte contre le projet Cigéo localement :

Bure Zone Libre constituée pour gérer la maison de Résistance et renouvelée par année, entre les permanent.e.s qui habitent la maison et les ancien.nes permanent.e.s. L'association, si elle a pu signer des communiqués de presse de la lutte, a avant tout une vocation pratique et logistique. Elle reçoit notamment un important volume de dons qui lui ont permis de subvenir aux besoins de beaucoup de militant.e.s résident sur place ponctuellement ou plus durablement. https://burezonelibre.noblogs.org/ - fb : @burezonelibre

Bure Stop, est une association constituée depuis les débuts de la lutte dans les années 90. Comptant plusieurs dizaines de membres locaux, elle fonctionne sur un mode traditionnel de présidence, secrétariat et trésorerie. Son activité a évolué au fil des années, d'un rôle politique et médiatique central vers une position plus en retrait et recentrée sur la production de contenus informatif, notamment les journaux Bure stop et Infobure, ainsi que le soutien à des publications de livres. www.burestop.eu – fb : STOP BURE 55

Le CEDRA, collectif de lutte contre l'enfouissement de déchets radioactifs, implanté en Haute-Marne. Comptant également plusieurs dizaines d'adhérents, il emploie à plein temps une salariée. Le collectif continue d'assumer un positionnement politique et médiatique central dans la lutte, que ce soit contre Cigéo ou contre le projet Unitech de blanchisserie à Joinville. Le CEDRA est notamment très actif au sein de Bure Juridique dans l'élaboration des recours juridiques et dans l'information via les réseaux sociaux.

https://cedra52.jimdofree.com/ - tw : @cedra collectif - fb : @cedra52

l'EODRA, collectif des élus en lutte contre le projet Cigéo compte une douzaine d'élus et anciens élus parmi ses membres et quelques adhésions d'élus au niveau national. Il assume essentiellement un rôle de porte-parolat politique de la lutte.

Les Vigilants de Void Vacon et les Vigilants de Gondrecourt le Château sont des associations de riverains qui assurent une veille des transports nucléaires sur la plate-forme routière de Void-Vacon et celle des futures infrastructures de l'Andra à Gondrecourt-le-Château où l'Andra à acquis une zone d'entreposition ferroviaire.

- Les comités locaux de soutien se sont créés à la suite d'un appel à soutien lancé lors de la perquisition de la Maison de Résistance le 20 septembre 2017. L'appel avait suscité la création de plusieurs dizaines de comités dans toute la France. Si un bon nombre d'entre eux sont en sommeil, un peu partout en France des comités continuent d'organiser des soirées de soutien pour alimenter la caisse anti-répression et des évènements d'information et de mobilisation. Une liste inter-comités permet de prendre connaissance d'un bon nombre de ces initiatives.

CHRONOLOGIE DE LA LUTTE

2019

La DAC (Demande d'Autorisation de Création de Cigéo) a été repoussée à 2020.

- **Printemps et été 2019 :** l'Atomik Tour part de la Meuse et parcourt la France dans près de 60 lieux pour aborder la question de la lutte antinucléaire aujourdhui.
- **Printemps et automne 2019** : deux cycles de conférences tournent dans tout le Grand Est pour informer sur le nucléaire et Cigéo.

En août, une nouvelle édition du festival des Burelesques rassemble près de 2000 personnes.

Le 20-21 septembre : campement avec ateliers et discussions à Montiers-sur-Saulx puis manifestation des Bombes Atomiques qui rassemble 500 personnes en direction de l'Andra.

En septembre, une grande manifestation, Vent de Bure, se tient à Nancy et rassemble près de 3000 personnes.

2018

Expulsion des occupant-es du Bois Lejuc **en février**. Une campagne de répression sévère est mise en place. La militarisation autour de Bure s'accentue fortement.

Un « débat public » sur Cigéo est annoncé par le secrétaire d'Etat du ministère de la transition écologique, sans aucune précision. Une période de « concertation », ou information sur les grandes infrastructures du projet Cigéo est engagée sur le territoire.

Au printemps près d'une quarantaine de procès vont s'enchaîner contre les opposant.e.s et conduire à une vingtaine d'interdiction de territoire, des dizaines de mois de prisons fermes ou avec sursis et des milliers d'euros d'amende.

Le 16 juin 2018, manifestation nationale à Bar-le-Duc, 3000 personnes défilent dans une ville sous très haute présence policière.

20 juin 2018 : 10 perquisitions chez divers opposant-es suivies de gardes à vue, suivies de 5 mises en examen. Contrôles incessants, procès, et nouvelles mises en examen sont effectués en été.

Fin 2018 : débat public sur le Plan national de gestion des matières radioactives.

2017

En février, une manifestation voit des centaines de personnes visiter le Bois Lejuc, accrocher une multitude de rubans jaunes aux arbres à protéger, découvrir le mur à terre et aller saluer les habitant.e.s des cabanes. Après un pique-nique convivial, un cortège se dirige vers le labo de Bure. Les grilles de l'écothèque toute proche (ou centre de conservation des échantillons de la Nature à l'état zéro, fleurs, petites bestioles et rosée avant irradiation) sont malmenées alors que des centaines de gendarmes mobiles défendent le laboratoire. Le sujet, de plus en plus médiatisé, s'invite un peu dans la campagne présidentielle.

Le 28 février, le Tribunal administratif de Nancy reconnaît l'irrégularité de la délibération communale de cession du Bois Lejuc à l'Andra.

La répression ne s'arrête pas pour autant et frappe fort. Ainsi un paysan a été condamné pour avoir mis du matériel à disposition des opposant.e.s, lors des premières occupations en forêt. Ce matériel, tracteur et bétaillère lui ont été confisqués et ne seront pas rendus pour l'été. Son procès, fixé au 2 mai 2017, est repoussé en septembre.

Le 18 mai, le conseil municipal de Mandres-en-Barrois se réunit pour redélibérer sur la cession du Bois Lejuc à l'Andra, celle-ci ayant été invalidée par voie juridique. Il rend un avis favorable par six voix contre cinq. Le village est en état de siège, sous très forte présence policière et des heurts se produisent entre forces de l'ordre et manifestant.e.s. Un soupçon de conflit d'intérêt concernerait certains conseillers municipaux ; un tiers des villageois.e.s déposent un nouveau recours en annulation.

Fin juin, à la suite d'un recours des opposant.e.s, l'Autorité Environnementale annonce le retrait de la décision du 22 mars 2017. Celle-ci autorisait l'Andra à déposer une demande d'autorisation de défrichement et une demande au titre de la loi sur l'eau pour les forages, sans procéder à une étude d'impact. Mi-juin, l'IRSN publie un avis sur le Dossier d'Options de Sûreté présenté par l'Andra. Cet avis met en lumière d'inquiétantes lacunes de conception et demande à l'Agence de revoir sa copie sur au moins quatre points essentiels, confortant les réserves émises depuis quelques années par des experts indépendants, légitimant de plus les craintes et l'ampleur de l'opposition.

L'Autorité de Sûreté nucléaire (ASN) rend un avis similaire en juillet 2017.

En juin, une intrusion dans l'Hôtel-restaurant situé dans l'enceinte du laboratoire de l'Andra, est suivie d'un départ d'incendie qui conduira à l'ouverture d'une instruction en association de malfaiteurs et bande organisée.

Mi-Août : Le festival des Burelesques rassemble près de 2000 personnes sur un site à quelques km de Bure, à Biencourt-sur-Orge, du 11 au 13/08.

Une manifestation **le 15 août** voit une répression acrrue s'exercer avec près de 1000 gendarmes mobilisés. La journée se solde par une trentaine de blessés dont deux graves.

En septembre une perquisition menée à la Maison de Résistance et dans des domiciles d'opposant.e.s conduit à la création de dizaines de comités de soutien dans toute la France.

2016

En janvier, un accident tragique se produit dans une galerie du laboratoire, soit l'éboulement d'une paroi d'argile en front de taille, faisant un mort et un blessé. Plus d'un an après, aucun résultat officiel de l'enquête n'a filtré sur le sujet ; les travaux continuent. L'Andra lance une vaste campagne de fouilles archéologiques et de travaux divers à proximité des cinq villages, alors même que Cigéo n'est pas autorisé. Au printemps, la loi Cigéo validant la phase pilote et définissant le principe de « réversibilité » est préparée dans des conditions surprenantes. Débats express au Sénat, expéditifs au Parlement, elle sera votée le 25 juillet par une vingtaine de députés.

Au printemps 2016, plusieurs évènements sont organisés contre l'apparemment foncier avec des paysans environnants. Des centaintes de personnes participent au squat agricole de champ appartenant à l'Andra et à des "Semis radieux".

En mai, l'Andra installe une plate-forme de travail dans le Bois Lejuc, un lieu stratégique. C'est à cet endroit, à quelques km de Bure, qu'elle compte creuser les galeries souterraines, installer les puits d'accès au stockage et faire déboucher à l'air la ventilation permanente pour les gaz radioactifs émis en continu. Elle commence à déforester et à clôturer. Début juin, des dizaines de personnes, locaux et nouveaux venus, luttent contre l'annexion de celle-ci. Après le dé montage des clôtures et de la plate-forme, ils lancent une occupation dans la forêt avec des constructions en bois, des plantations de légumes, des concerts et des pique-niques. Les opposants se font expulser manu militari en juillet mais y reviennent quelques semaines plus tard. Les face à face musclés alternent avec les réoccupations joyeuses. Des naturalistes s'en mêlent.

L'Andra tente alors d'encercler la forêt avec un mur de près de 3 km de long. Celui-ci est mis à terre le 15 août par près de 500 personnes qui, dans une ambiance joyeuse vont marquer les morceaux de mur détruit de dizaines d'inscriptions poétiques, tendres ou radicales, lucides ou pleines d'humour, le tout composera un puissant message sociétal à ciel ouvert... L'Andra, qui ne met plus les pieds dans le bois, est rappelée à l'ordre. La légalité de ses méthodes de déforestation et de construction du mur a fait l'objet de plusieurs recours juridiques. L'Andra est condamnée pour défrichement illégal début août et doit stopper tous travaux. Elle doit remettre en état le Bois Lejuc mais fait appel. Le territoire est de plus en plus "militarisé", l'ambiance est tendue dans les villages. La bataille juridique entre associations et Andra s'intensifie.

A partir de septembre, le Bois Lejuc est occupé par des personnes qui construisent des cabanes au sol ou à la cime des arbres et y vivent, dont Sven, un jeune finlandais. Malgré un hiver rude et des tentatives d'intimidation régulières par les vigiles de l'Andra, les occupant.e.s (surnommés les "hiboux de Bure") ne cèdent pas de terrain, encouragés par des centaines de messages de soutien venus de partout et la sympathie de villageois, apportant régulièrement couvertures, vêtements et plats chauds.



2015

En juillet à 6h du matin, le conseil municipal de Mandres-en-Barrois vote favorablement pour l'échange de la forêt communale (Bois Lejuc) avec le Bois de la Caisse, propriété de l'Andra, à proximité, et ce malgré une consultation précédente des habitant.e.s au résultat majoritairement négatif. Un tiers des villageois signe une pétition contre cette délibération, un recours est déposé.

En août, un camp anti-autoritaire et anti-capitaliste international (VMC) rassemblant 1500 personnes se tient près de Bure, point de départ de nouvelles mobilisations sur le terrain. Des contacts étroits, échanges, info-tours, solidarités se nouent avec d'autres luttes, dont NDDL (Notre-Dame-des-Landes).

2013

Le second débat public intitulé "Cigéo / Création d'un stockage réversible profond de déchets radioactifs en Meuse-Haute-Marne" sera un énorme fiasco. Echaudées par le débat de 2005, de nombreuses associations, appellent au boycot et au blocage des réunions. Les quinze réunions publiques prévues ne peuvent pas se tenir : elles sont annulées, suite au blocage bruyant et déterminé des deux premiers rendez-vous. Le débat prend ensuite un surprenant virage virtuel, via internet. Pour finir, trois des six membres de la Commission particulière du débat public (CPDP), en charge du déroulé et de l'organisation, désavouent publiquement un bilan officiel fort arrangeant qui ne reflète pas, selon eux, le malaise récurent autour de Cigéo.

2012

Un scientifique indépendant, Bernard Thuillier révèle l'ampleur et la réalité des risques que comporte le projet.

2010

L'Andra dévoile le projet Cigéo (Centre de stockage géologique). Son emprise concerne cinq villages dont celui de Bure, et c'est la stupeur. L'ampleur du chantier s'annonce gigantesque. Les fonds d'accompagnement (GIP) sont passés de 20 millions en 2000 à 30 millions d'annuels par département en



2008

L'Etat lance un appel à candidatures pour un nouveau site d'enfouissement de déchets radioactifs FAVL (faible activité à vie longue), à 200m de profondeur. Sont vantés les mêmes avantages -subventions, développement, notoriété- que lors des recherches pour le site de Bure, auprès de 3115 communes dont la grande majorité se déclare contre. Finalement ce sont deux communes de l'Aube qui sont choisies.

2006

La loi du 28 juin 2006, votée dans un hémicycle désert, valide le stockage nucléaire souterrain à Bure, sans respecter la préférence consignée dans le bilan et largement exprimée par le public lors du débat, pour le maintien des déchets nucléaires en surface.

2005

L'Andra affirme que le site de Bure est parfait pour y enfouir des déchets nucléaires, rien ne s'y opposerait. Pourtant un géologue indépendant a affirmé que le site serait à l'aplomb d'une importante ressource géothermique, compromettant l'étanchéité pour l'avenir. Une pétition citoyenne pour un référendum sur Bure est signée par près de 60 000 électeurs meusiens et haut-marnais.

2004

La maison de résistance à la poubelle nucléaire est achetée, au centre de Bure, par des opposant.e.s. Elle deviendra peu à peu un point de ralliement militant fort.

2000

Fin janvier, le Réseau Sortir du Nucléaire produit à la presse un dossier « secret » : les cartes de 15 sites granitiques en France qui pourraient accueillir le second « laboratoire d'enfouissement », prôné par le décret de 1999. Sur les 15 sites des manifestations réunissent des milliers de personnes en opposition et sous la pression les conseils généraux se prononcent tous contre l'accueil d'un laboratoire. Les recherches d'un second site sont abandonnée.

À Bure 2000 personnes se réunissent dans un campement face au chantier de laboratoire en 2000 et 2001.

1998-99

Le site de Bure gagne la mise par décret ministériel, la vienne est abandonnée et le Gard fait l'objet de recherches pour de la subsurface. En 1999 le gouvernement socialiste de Jospin signe le décret de lancement des travaux à Bure (Dominique Voynet et Claude Allègre sont signataires de ce décret malgré leur opposition antérieure à celui-ci)

1997

Des enquêtes publiques entâchées d'irrégularités ont lieu et concluent à un avis favorables malgré les réserves et contesations nombreuses exprimées.

1991-1997

Les candidatures finissent par arriver dans 30 territoires, cinq sont retenus en Meuse, Haute-Marne, Vienne, Gard. 5 millions d'euros sont versés rapidement et une propagande intense est déployée via les journaux locaux, en direction des élus et dans les écoles dans les départements concernés et l'Andra acquiert 90 hectares à Bure.

1991

Le rapport suivi de la loi Christian Bataille ouvre un appel à candidature pour des territoires voulant accueillir des laboratoires d'études sur l'enfouissement profond. L'opposition continue à se mobilier, peu dupe de l'annonce et de la probabilité pour les sites de devenir des centres d'enfouissement. Deux sites sont prétendument candidats et se mobilisent fortement.

1987-1990

Une vive opposition, la constitution d'une coordination nationale contre l'enfouissement et des affrontements avec les gendarmes mobiles font échouer le projet des quatre sites.

1987

Quatre sites d'enfouissement profonds possiblement pressentis pour l'enfouissement des déchets radioactifs sont arbitrairement choisis par le gouvernement : dans l'Ain, l'Aisne, le Maine-et-Loire et les Deux-Sèvres.

LA DIVERSITE DES PRATIQUES

En 30 années de lutte, d'innombrables formes et pratiques de lutte ont été déployées par les opposantes pour combattre le projet Cigéo, souvent contextuelles aux phases d'avancement du projet.

Contre-information

De nombreux films, supports journaux ou brochures ont été réalisés pour informer sur le projet Cigéo à différentes époques. Et la lutte contre plusieurs sites internet et comptes de réseaux sociaux qui informent sur l'actualité.

De nombreuses soirées d'information sur la lutte ont été organisées par les opposant.e.s lors d'infotour ou en réponse à des sollicitations dans toute la France et en Allemagne.

-Septembre 1996 : la coordination nationale contre les déchets contre-attaque sur la communication de l'Andra en éditant une revue "Droits de regard" à 250 000 exemplaires.

-Janvier 2006 : à travers une campagne nationale déclinée sous forme de carte-postale, six organisations nationales nvitent le public à interpeller rapidement et massivement leurs députés et sénateurs pour leur demander de «Ne pas empoisonner la Terre».

- **Septembre 2012** : le CLIS de Bure organise un débat entre Bertrand Thuillier et le directeur de la maîtrise des risques de l'Andra, Fabrice Boissier. 180 personnes assistent à la réunion.
 - En 2018-2019 : un cycle de rencontres-débats autour de la lutte de Bure se tient à l'EHESS.
- **Printemps et été 2019 :** l'Atomik Tour part de la Meuse et parcourt la France dans près de 60 lieux pour aborder la question de la lutte antinucléaire aujourdhui.
- **Printemps et automne 2019** : deux cycles de conférences tournent dans tout le Grand Est pour informer sur le nucléaire et Cigéo.

Débats publics

- Mars 1997 : 1000 personnes se rassemblent à Bar-le-Duc pour demander l'arrêt du projet de laboratoire lors du débat public.
- Septembre 2005 : une grande partie des collectifs opposés à l'enfouissement refusent ouvertement de participer au débat public sur la gestion des déchets nucléaires, organisé par la CNDP (Commission Nationale du débat public) sur tout le territoire. Une cinquantaine de personnes manifestent bruyamment devant la salle de réunion à Bar-le-Duc. A l'intérieur des participants posent des rafales de questions.
- Décembre 2012 : des opposants manifestent bruyamment leur opposition au débat public, présenté à la presse dans les locaux de l'Andra.
- Avril 2013 : 6 associations appellent au boycott du débat public, un appel largement relayé et signé par une quarantaine d'associations.
- Mai 2013 : près de 200 personnes s'opposent à la tenue de la première réunion du débat public, qui est annulée au bout d'un quart d'heure. Dans la salle pleine à craquer ou dehors, les gens expriment bruyamment leur opposition au débat bidon, sous bonne garde policière.
- Juin 2013 : seconde réunion du débat public annulée : la quasi totalité des personnes présentes de la salle (400 personnes) applaudissent et sifflent bruyamment pen dant une heure, empêchant la tribune de s'exprimer. Après de maintes et vaines tentatives de pour-parlers, la réunion est à nouveau annulée.
 - Juin 2013 : la commission du débat public annule toutes les réunions et déplace le débat sur internet.

Barrages routiers

- Juillet 1996 : des barrages filtrants sont mis en place sur les routes pour informer la population
- Octobre 1997 : un barrage filtrant est installé par 150 personnes sur la RN4 au niveau de St Dizier contre les résultats de l'enquête publique.







Blocages

- En 1994 les opposant.e.s murent l'accès aux locaux de l'Andra à Bar-le-Duc.
- Juin 1995, 400 personnes du CDR 55 bloquent les voies de la gare SNCF de Bar-le-Duc durant 2 heures
- Juillet 2001 : un convoi de déchets nucléaires de la Hague vers l'Allemagne est immobilisé 10 mn en gare de Bar-le-Duc.
- Juillet 2002 : les opposant.e.s s'enchaînent 5 heures aux grilles du chantier du laboratoire à Bure pour en bloquer l'accès.
- Juin 2010 : des opposant.e.s bloquent les camions de reconnaissance sismique dans les champs autour de Bure.
- Avril 2011 : blocage par une trentaine de militant.e.s de la codecom à Gondrecourt d'une réunion pour voter le budget du GIP.
- Décembre 2013 : trois jours de symposium international sont organisés à Nancy pour analyser les raisons de l'échec du débat public Cigéo/BURE... Des opposants, arborant des panneaux "Notre colère n'est pas réversible" et "Ne cherchez plus" sont présents, bloquant et cadenassant les entrées du bâtiment de réunion. dès l'ouverture.

Actions

- En 1994, un die-in de 1000 personnes à lieu à Bar-le-Duc,
- En janvier 1995, les élus sont pris à partie lors de la cérémonie de voeux par 600 personnes les assaillant aux boules de neige.
- croix en bois.
- Décembre 1995 : 600 personnes se rendent en manifestation au site de forage et Aucune interpellation. bâchent les grilles de noir, St Nicolas en tête.
- Mars 1997 : Une dizaine de membres du Cdr 55 et quelques élus se rendent à la Préfecture de Bar le Duc pour déposer 14 produits locaux en provenance de communes meusiennes précises (ammonite, bocal d'air de Bure, bouteille d'eau de Longeaux, terrine de pâté de lapin de Lisle-en-Barrois, potiron d'Argonne, etc.). Ils demandent à ce que le résident de la commission d'enquête fasse examiner ces "bons" produits "afin qu'un point zéro en terme de radioactivité soit effectué dans le cadre de l'enquête publique".
- Mars 1997 : une effigie du commisseur enquêteur est brûlée sur la place publique en fin de manifestation à Bar-le-Duc et à Chaumont.
- Décembre 1998 : une centaine de personnes peignent des silhouettes symbolisant le danger de mort sur le parvis de la préfecture.
- Décembre 1998 : À Bar le Duc, 300 personnes dont des délégations de Greenpeace et du réseau Sortir du nucléaire défilent sous la pluie. Elles jettent des milliers de pastilles flottantes porteuses du logo radioactif dans la rivière (Ornain) afin de symboliser la "dispersion inévitable de la radioactivité par l'eau".
- Octobre 1999 : une grande bâche noire "Andra, fossoyeur officiel de la Meuse" est accrochée sur la façade de l'Andra à Montiers sur Saulx.
- Novembre 1999 : 100 manifestants français et allemands forcent les clôtures entourant la plate-forme où viennent de commencer les travaux du puits d'accès au laboratoire souterrain à Bure. Des centaines de croix marquées du sigle nucléaire sont plantées, "pour préfigurer la mort de la terre".
- Juin 2000 : les collectifs anti-labo occupent la place Stanislas à Nancy et y dessinent un gigantesque signe antinucléaire en bougie à la nuit tombée.
- Août 2000 : 700 personnes forment une chaîne humaine autour du chantier du laboratoire à Bure.
- Avril 2002 : cinq personnes jeûnent une semaine devant le laboratoire soutenus par de nombreux sympathisants.
- Juin 2002 : une vigie est organisée aux abords du laboratoire par le CDR 55
- Juillet 2005 : 1000 personnes acheminent des pierres devant l'entrée du chantier du laboratoire pour le murer symboliquement.
- Juillet 2006 : .500 manifestants se rassemblent devant les portes du chantier. Sur le rond-point, ils construisent avec des pierres issues des fossés et des champs environnants des tombes symboles de la mort des nombreux villages situés au-dessus de la gigantesque zone de stockage délimitée par l'Andra. Dans la nuit le laboratoire de l'Andra est attaqué. Six gendarmes ont été légèrement blessés lors des affrontements et un gardien du site a été plus sérieusement touché à la cheville. 4 personnes sont arrêtées et poursuivies pour "violences aggravées", "dégradations" et outrages". Elles sont condamnées à des peines de 6 à 10 mois de prison avec sursis. L'Andra a chiffré le préjudice au lendemain des dégradations à plus de 100.000 euros du fait de l'arrêt du chantier pendant une trentaine d'heures. Une somme ramenée à 9.648,11 euros par le tribunal.
- Juin 2008 : die-in devant le laboratoire
- Juin 2008 : sous les quolibets des opposants Christian Bataille arrive à Montierssur-Saulx pour présider sa première réunion du Comité local d'information et de suivi (Clis) du laboratoire souterrain de Bure dont il vient d'être nommé président. Des opposants perturbent le début de la réunion tandis que dehors, d'autres manifestent
- Août 2012 : 3 portes d'un barrage de régulation de la Meuse à St Mihiel sont sabotées. « Le ou les saboteurs ont dévissé les flexibles d'huile des énormes vérins hydrauliques qui commandent deux des trois portes du barrage ». Les gendarmes ont lancé une enquête La Meuse est surveillée car ses eaux en aval servent notamment au refroidissement de la centrale nucléaire de Chooz dans les Ardennes, qui doit être arrêtée dès que le débit n'est pas assez important.

- Janvier 2013 : un pylône de la ligne THT reliant Fessenheim à la région parisienne via Nogent est abbatu avec une scie à Métaux en soutien à la lutte du Chefresnes.
- Septembre 2014 : « Une soixantaine d'individus, tout de noir vêtus, cagoulés, a fait Octobre & novembre 1995 : une centaine d'opposant e.s français et allemands irruption ce samedi dans les artères commerçantes » du centre-ville. Pendant une pénètrent sur les sites de forage en couchant les grilles et y plantent des centaines de trentaine de minutes, restaurant MacDo, banques et divers commerces sont souillés de tags et de jets de canettes de peinture. L'agence EDF est repeinte en noir à l'extincteur.
 - Juin 2015 : un site de mesure de l'ANDRA près de Bure est attaqué par quelques noctambules déterminé-e-s. « un site contenant plusieurs installations électriques et un puit destiné à analyser l'état de la roche et de la nappe phréatique a été saccagé. Le puit a été forcé puis bouché au béton, et toutes les armoires ont été fracturées et détruites.
 - Août 2015 : la façade du Palais de Justice de Bar-le-Duc est taguée après celle de la Préfecture. "La Justice nique ses pairs"
 - Septembre 2015 : nombreux slogans en ville de Bar-le-Duc : "crève Longuet", "Feu au CG", "Nik l'Andra" ainsi que A anarchistessur le Conseil départemental et permanence du PS.
 - Juin 2016 : début de l'occupation du Bois Lejuc suite à des travaux préparatoires de
 - Juillet 2016: expulsion puis réoccupation du Bois Lejuc par environ 300 personnes. 5 blessés et 4 GAV.
 - Août 2016 : porte d'entrée de l'a Mairie de Mandres-en-Barrois fracturée et recouverte de peinture, unvéhicule de l'Est Républicain également dégradé : pare-brise brisé et pneus crevés. Le lendemain 400 personnes détruisent le Mur érigé dans le Bois Lejuc. Un pré-fabriqué servant de base de chantier pour l'Andra est incendié et un hélicoptère pris pour cible par des tirs de fusées.
 - Février 2017 : un véhicule diplomatique de l'ambassade de France à Berlin est incendié par la FAI - cellule Rméi Fraisse en soutien aux opposant.e.s à Cigéo.
 - Février 2017 : lors d'une manifestation de 800 personne sà Bure, les grilles de l'écothèque de l'Andra sont abattues et un portail électronique, baies vitrées endommagées par de slancers de pierres pour un montant de 150 à 200 000 euros de dégâts. 20 opposant.e.s blessé.e.s dans les violents affrontements avec les gendarmes.
 - Mai 2017 : échauffourées entre opposant.e.s et fort déploiement de gendarmes autour de la Mairie de Mandres-en-Barrois à l'occasion d'un vote pour l'échange du Bois Lejuc. Plus tard dans le mois une patrouille de gendarmes est prise à partie par une trentaine de personnes aux abords du Bois Lejuc. Une baricade est enflamée et le véhicule de gendarmerie a une vitre brisée.
 - Juin 2017 : une dizaine d'individus cagoulés muni de bâtons dérobe du matériel sur un chantier d'un sous-traitant de l'Andra. Lors d el'arrivée des gendarmes, une barricade a été élevée à 200m devant le Bois Lejuc gardée par une quinzaine de personnes. Le lendemain l'hôtel restaurant de l'Andra est investi par une poignée de personnes qui se détâche d'une manifestation spontanée d'une quarantaine de perosnnes en direction de l'Andra. Vitres, verres, mobiliers sont renversés et brisés, un départ d'incendie vite maîtrisé par le gérant de l'Hôtel du Bindeuil occasionne l'ouverture d'une instruction en association de malfaiteurs. Le es dégâts sont estimés à des dizaines de milliers d'euros.
 - Août 2017 : plusieurs voitures d'ENEDIS sont incendiées à Bar-le-Duc sur le parking de l'entreprise. Un communiqué signé "des anarchistes" revendique le sabotage en soutien à la lutte contre Cigéo.
 - Septembre2017 : une voiture d'EDF est incendiée à Rennes en réaction aux perquisitions à Bure.
 - Février 2018 : le Bois Lejuc est expulsé par 500 gendarmes avec une forte médiatisation. Des barricades sont érigées et de nombreuses interpellations ont lieu dans le Bois et dans la Maison de Résistance assiégée et investie par la force. En réaction les sièges d'ENEDIS de Toulouse, Besançon, des véhicules à Pamiers, St Etienne et Montreuil et un site technuqye d'EDF à Albertville sont incendiés et dégradés dans les mois qui suivent.
 - Juin 2018 : 2000 personnes défilent à Bar-le-Duc, plusieurs vitrines de sous-traitant de l'Andra sont prises pour cible, de nombreux tags sur les murs de la ville conduiront à une plainte collective des habitant.e;s sur incitation de la Maire
 - Octobre 2018 : la maison du président du CLIS et maire de Treveray, pro-cigéo, est taguée d'un "vendu", "mafia".

- Juillet 2012 : une réunion d'échanges pilotée par l'Andra pour préparer le débat public 2013 est organisée à l'espace technologique de Saudron. Une trentaine d'opposants se tient à l'entrée avec banderoles et tracts d'information.
- **Septembre 2012 :** des militants Bure-Stop accueillent avec des tracts de contre-information à leur manière les visiteurs à l'occasion des portes ouvertes pour les 20 ans de l'Andra.
- Décembre 2013 : Des militants de la Coordination Bure STOP et du Réseau Sortir du nucléaire perturbent le ernissage presse au Palais de la découverte de l'exposition de l'Andra La radioactivité: de Homer à Oppenheimer.
- Juin 2014 : une centaine de personnes se retrouvent devant le chantier à l'occasion du lancement de la campagne d'actions "Bure 365" : 365 jours d'actions décentralisées contre Cigéo.
- Septembre 2014 : à l'occasion du Festival Nuke Off ! taguage à la peinture des façades de banques, agences

EDF et MacDonald au cours d'une déambulation dans Nancy.

- Juin 2015 : le rassemblement des 100 000 pas à Bure, réunit 1500 personnes avec stands et concerts devant le laboratoire.
- Juin 2016 : le rassemblement des 200 000 pas à Bure réunit 1500 personnes qui forment une chaîne humaine autour du laboratoire. Des câbles de fibre optique intégrés au grillage d'enceinte sont sectionnés en de nombreux endroits.
- Juin 2016 : 250 personnes manifestent contre des travaux de défrichage dans le Bois Lejuc et partent de Mandres-en-Barois avec des tracteurs pour investir le bois et l'occuper durant un mois avant expulsion par 150 gendarmes.
- Août 2016 : 80 personnes dansent nues et masquées sur les ruines du mur du bois lejuc pour célébrer sa destruction : un court film intitulé Bure les bains sera publié par la suite.
- Eté 2016 : au cours de l'été auront lieu de très nombreuses actions de blocages de sous-traitants de l'Andra sur les routes, d'implantation de vigies aux abords du Bois Lejuc, de karaoké devant les gendarmes, de pot de départ en retraite du directeur de l'andra devant le labo, etc.
- Septembre 2017 : à partir de septembre le Bois Lejuc est occupé par des cabanes dans les arbes et au sol et des barricades aux entrées nord et sud. Sven, finlandais, est occupant déclaré du bois dans une procédure d'expulsion intentée par l'Andra
- Février 2017 : lors d'une opération de St Valentin, "déclare ta flamme à l'Andra", 80 personnes se rendent au laboratoire avec des flambeaux et y font des danses autour du feu allumé sur le rond-point. Une grille d'entrée est fracturée et des pierres brisent plusieurs vitres de l'écothèque.
- Mars 2017 : F. interdit de territoire transgresse l'interdiction au court d'une mise en scène d'une trentaine d'opposant.e.s qui franchissent avec lui symboliquement la frontière du département.
- Juin 2017 : une quarantaine de personnes se rendent au laboratoire de l'Andra lors d'une semaine d'actions et plusieurs personnes se détachent du groupe pour s'introduire dans l'hôtel-restaurant du laboratoire. Chaises et tables sont renversées et un départ de feu est éteint pas un employé. C'est à la suite de cette action qu'une instruction en association de malfaiteurs est ouverte à l'encontre des opposant.e.s à Cigéo dans leur ensemble.
- **Printemps 2018 :** de nombreux rassemblements sont organisés en soutien aux inculpés de la lutte devant le tribunal de Bar-le-Duc.
 - Juillet 2019 : une brève occupation de plusieurs arbres dans le Bois Lejuc est expulsée rapidement









Festivals

- Août 1995, CDR 55 et Cedra 52 organisent un festival à Cirfontaines-en-Ornois rassemblant 3000 personnes
- Mai 1998 : le festival "Terres vivantes" rassemble 3000 personnes à Neufchâteau à l'initiative de la coordination nationale.
- Juillet 2006 : 30 groupes musicaux, 2 scènes, un cirque, des forums, des stands d'information et exposition s'installent à nouveau face au site de l'Andra à Bure. 1500 personne se rassemblent devant les portes du chantier.
 - Juin 2009 : camp d'été et festival à Luméville-en-Ornois
- Août 2010 : festival Festiv'info, le petit festival contre la grosse poubelle à Bonnet organisé par Bure Zone Libre
 - **Septembre 2011**: second petit festival contre la grosse poubelle à Bonnet
 - Septembre 2013 : 3ème petit festival contre la grosse poubelle à Bonnet
- **Septembre 2014 :** le petit festival contre la grosse poubelle est organisé à Nancy sous le titre Nuke Off !
- Août 2017 : le festival des Burelesques se tient à Couvertpuis et réunit près de 2000 personnes sur 2 jours.
- Août 2019 : le festival des Burelesques se tient à Hévilliers et réunit près de 3000 personnes sur 2 jours.

Campement

- Mars 2000 : 500 personnes de délégations de toute la France campent une nuit devant le site de l'Andra et passent les grilles au petit matin poiur ériger un mur de paille recouvert de slogans puis incendié sous haute surveillance des gendarmes.
- Juillet-août 2000 : un campement est installé face au chantier de l'Andra et verra s'y relayer 2000 personnes durant 2 mois.
- Juillet 2002 ; un campement est installé face au chantier durant une semaine avec 200 campeurs franço-allemands
- Juillet 2005 : campement à Bure de centaines d'opposant.e.s de France et Allemagne durant 3 jours. Dans la nuit des affrontements ont lieu avec les gendarmes lors d'une tentative d'intrusion dans le site de chantier du laboratoire.
 - Juin 2008 : festival "débranche" à Luméville-en-Ornois;
- novembre 2008 : comité d'accueil de Sarkozy avec masques et pancartes devant le monument aux morts de Verdun.
- **Août 2015 :** 1500 personnes participent à 10 jours du campement antinucléaire et anti-autoritaire VMC à Luméville-en-Ornois.
- **Août 2019** : les Bombes Atomiques organisent un campement et des ateliers en mixité choisie à Montiers-sur-Saulx rassemblant 500 personnes.

Marches

- Juin à août 2001 : des marcheurs partent des grottes de lascaux pour aller jusqu'à Bure en marchant sur 700km, une action symbolique de l'héritage laissé aux générations futures.
- Juillet 2002 : une marche est organisée de Brienne-le-Château à Bure en passant par Soulaines, symbolisant la route des déchets.
 - Août 2003 : marche Cattenom Bure
- **Août 2007 :** La marche de la Trans'mutance rassemble 200 opposants au "laboratoire" de Couvertpuis à Bure, sous
- haute surveillance policière.
 - Avril 2009 : marche de Bure à Chooz à l'initiative de SDN 08 et CDR 55.
- Juin 2009 : Le Cdr 55 et les Habitants Vigilants lancent une action vigie devant le Conseil général de la Meuse tous les mercredis de 11h à 15h.
- Juin à juillet 2014 : une militante anti-Cigéo organise au départ de Bure un périple à vélo de 700 km, pour relier Nantes, dans le cadre de la convergence vers Notre Dame Des Landes. Au fil des nombreuses étapes, tous les soirs, avec les locaux, information sur le projet Cigéo, soirées-débat.

Manifestations

- Mai 1995 : 1000 personnes à Joinville
- Décembre 1995 : 600 personnes à Mandres en Barrois
- Mai 1998 : 3000 personnes aux semailles de la colère à Neufchâteau à la veille de la signature des décrets autorisant la construction des 3 labo. Forte présence policière.
- Mars 1999 : à l'initiative des élus meusiens une marche pour la vie rassemble 1500 personnes à Verdun
 - Septembre 2005 : 6000 personnes défilent à Bar-le-Duc avec une très forte présence policière
- Mai 2006 : 600 personnes se retrouvent à Chaumont, alors que la loi de gestion des déchets radioactifs a été votée, dans la nuit du 12 au 13 avril, en première lecture à l'Assemblée nationale.
- Juillet 2016 : 400 personnes participent à la manifestation de réoccupation du Bois Lejuc. Des affrontements vifs les opposent au force de l'ordre durant plusieurs heures. Les trois quarts du bois sont finalement réoccupés.
- **Août 2016 :** 400 personnes participent à la manifestation de ré-ré-occupation du Bois Lejuc et l'investissent complètement, détruisant en 2 jours les 1,2 km de mur d'enceinte que l'Andra avait entamé de construire sur 3km autour du bois.
- Février 2017 : 800 personnes marchent de Bure vers le Bois Lejuc occupé puis vers l'Andra pour protester contre les forages, fouilles archéologiques et les menaces d'expulsion du bois. 500 gendarmes sont déployés au laboratoire, l'affrontement dure plusieurs heures au terme desquelles des centaines de grenades sont tirées, plusieurs personnes blessées et toutes les grilles du sud du laboratoire renversées.
- Mai 2017 : 100 personnes déguisées rejoignent Mandres-en-Barrois pour s'opposer au vote de l'échange du Bois Lejuc entre la municipalité et l'Andra. 200 gendarmes encerclent la mairie derrière des grilles anti-émeutes. Un affrontement noie le village sous le gazs.
- **Août 2017 :** 800 personnes manifestent de Bure à Saudron, entravées dès leur sortie de Bure par les gendarmes. 1000 gendarmes et un canon à eau sont déployés. Les affrontements très violents en sortie de Saudron feront plusieurs blessés graves et 30 autres blessés.
- Juin 2018 : 2000 personnes manifestent à Bar-le-Duc lors de la manifestation "Bure à Bar". tables-rondes, camping et concerts sont prévus sous haute tension policière et avec de brefs échauffements. De nombreux tags recouvrent les façades des quais sur le passage de la manifestation et plusieurs vitrines en lien avec l'Andra sont brisées.
- **Septembre 2019 :** les Bombes Atomiques organisent une manifestation féministe et antinucléaire en direction de l'Andra réunissant 500 personnes en mixité choisie.
- **Septembre 2019 :** 3000 personnes manifestent à Nancy dans la manifestation Vent de Bure avec camping, concerts et tables-rondes.
 - Février 2020 : semaine féministe en non-mixité à Bure et semaine anticarcérale à Luméville-en-Ornois

Terres agricoles

- Juin 1998 : les 100 000 grains de blés à Bure rassemblent 3000 personnes et 15 tracteurs dans les champs pour semer du blé pour dire que la terre sert la vie et non la mort.
- **Août 2015 :** dans le cadre du campement VMC, une soirée de débat et rencontre entre paysans de NDDL et de Bure et environs est organisée à Bonnet.
- Octobre 2015 : 200 personnes répondent à une invitation à squatter les champs récemment acquis par l'Andra pour y semer des patates.
- Avril 2016 : 300 personnes se réunissent pour des débats à la Gare de Luméville et pour semer des céréales au cours de l'évènement des Semis radieux.
- **Printemps 2016 :** un inventaire foncier complet a été fait par les opposant.e.s et a servi de base pour informer les riverains sur l'accaparement et les intrusions de l'Andra dans les parcelles pour forages.
- **Novembre 2016 :** les rencontres nationales de Reclaim the Fields se tiennent à la Maison de Résistance à Bure.
- **Septembre 2017 :** une manifestation réunit 1000 personnes à Bar-le-Duc lors du procès d'un paysan qui s'est fait saisir son tracteur lors de l'expulsion du Bois Lejuc en juillet 2016.

Pétitions

- En 1994, 101 médecins meusiens signent et une pétition du CDR55 recueille 40 000 signatures.
- Mai 2006 : 38000 citoyens haut-marnais réclament un référendum
- Juin 2013 : des représentants des élus opposés à l'enfouissement remettent 60.000 pétitions pour un référendum au président de la CNDP.



QUAND L'ANDRA FAIT LES CHOSES DANS L'ORDRE

nces some ages scenorary ncesces de la ligne et n pin-Gondrecourt d'ici 2020

ioni colo peror communerer la commerciant can mest Ses 2020, St. 2005 a clipa scene)... Si l'accord n'est



La mobilisation contin Provoquons des resuspensions, annu

de chantier!



JOURNAL DE CHANTIER COLLECTIF DU CAMPEMENT A BURE

- 3 juin 2015 iques nouvelles du chantier collectif, sur le terrain où nous Queques nouvetes ou chariser cotectif, sur se terraes ou nous so une vingtaine à oeuvrer avec ardeur sous un beau soleil depuis kandi.

Qu'est-ce qu'on pioche ?



Nous avons poursuivi nos travaux sur le plancher du bâtiment attenant à l'ancienne gare Nous arons poursuiri nos travaux sur le planche du bâllment attenane à l'ancienne gare du planches de récup, sont ele-serroviaire; des planches de récup, sont ele-ser des palettes. Dans le même temps nous avoires entrepris de river les montants des futures portes dans le cadre de river des deux presents montes. Nous entrepris de river les montants des futures porte dans le cadre de pierre des deux ouvertures. Nou espérons aire fonde ce bătêment "habitable" durant les prochains chantiers de juin et juillet fune mezzanine est notamment à l'étude).



onnées par une autre équ

d'autres s'emploient à défricher plusieurs endroits du d'autres s'emploient à défricher plusieurs endroits du berrain, en prévision des structures qui viendront s'y installer. Sur la parcelle qui borde la route, autour du bistiment qui donnis energiture l'acception de la contraction de forét vierge s'est déjà bien clairs



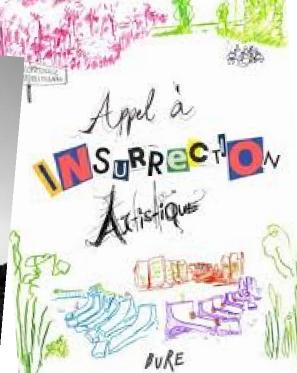
de le rendre accessible à nos futures installations d'eau.







EK-END DE INCBILISATION



ANDRADEGAG

REMES, AUTOFORMÁTION, JEUX GAANDEUR NATURE, DISCUSSIONS, BOUFFES, OCCUPATIONS, ANOUR, BLOCAGES, BAIGNADES. ACTIONS CONTRE LES TRAVAUX DE LA POUBELLE NUCLÉAIRE

(ET SON MONDE (DE MERDE))

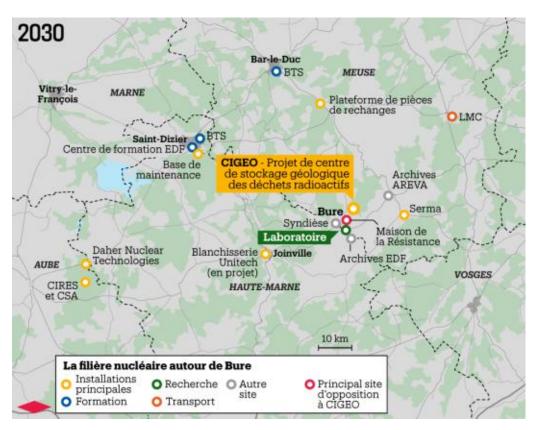
PROCHAINES ECHEANCES

Le calendrier de Cigéo se précipite avec le dépôt de la déclaration d'utilité publique en ce début d'année 2020, celui de la demande d'autorisation de création à la fin de l'année et la perspective de premiers travaux à l'automne ou au printemps. Notamment les travaux d'implantation d'un futur transformateur 400 000 volts entre Bure et le laboratoire, des chantiers de nouvelles dessertes routières autour du laboratoire, l'aménagement de la futur voie ferrée d'acheminement des déchets, sur le tracé d'une ancienne ligne ferroviaire désaffectée entre Nançois-le-Tronville et Gondrecourt-le-Château, pûis jusqu'au laboratoire.

Le dossier d'autorisation de création devrait mettre 3 ans à être examiné, ce qui laisse présager des travaux de Cigéo à partir de 2024. Les zones concernées sont l'emplacement du laboratoire actuel et celui du Bois Lejuc censé être à l'applomb des 300 km de galeries.

L'Andra continue parallèlement à étendre ses implantations d'acceptation sociale dans la zone attenante au laboratoire la zone dite "à urbaniser" : boulangerie, superrette, station de service ,etc.

Par ailleurs, l'industrie nucléaire se projette en endroits divers territoire dans les derniers mois la lutte à Joinville contre le projet laverie Unitech notamment rassemblé à plusieurs reprises centaines de personnes en manifestation.



Source Libération

Du côté opposant.e.s, la lutte se reconfigure doucement après avoir accusé une dure répression. Une grande manifestation pour faire suite à Vent de Bure st prévue à Metz en septembre. Une autre de taille plus modeste à Gondrecourt-le-Château dans la même période. Des mobilisations devraient aussi avoir lieu tout au long de l'année sur le tracé de la ligne ferroviaire avec des marches, soirées d'info dans les villages, etc. Enfin, la Maison de Résistance a repris vie avec l'organisation de la semaine féministe par les bombes atomiques 55 en février, suivie de la semaine anti-carcérale à Luméville par l'Anarchist Bure Cross et par la semaine antinucléaire en avril, à nouveau à la Maison. Un cycle de rencontres info-débat dans les villages de Meuse est en préparation par ailleurs pour tout au long de l'année. Le collectif Terres de Bure projette par ailleurs de nouvelles mobilisations paysannes contre l'accaparement.

LIENS* RESSOURCES

Les sites internet de la lutte

www.stopcigeo-bure.eu : le site portail de la lutte où sont listés en page d'accueil tous les autres sites internet des associations en lutte contre Cigéo, où on peut trouver les communiqués, les actualités, les évènements des comités de soutien, les ressources informatives, les analyses techniques, etc.

https://burebure.info : le site automédia des opposant.e.s à Cigéo

www.sortir-du-nucleaire.fr : le site du réseau sortir du nucléaire qui publie de nombreuses informations techniques et d'actualité quant à Bure et plus largement sur le nucléaire.

Les réseaux sociaux

Sur facebook: Bure-stop, @cedra52, @bureacuire2

Sur twitter: @cedra52, @ZIRAdiés

Films de la lutte

"Tous n'ont pas dit oui" trouvable sur vimeo, qui revient sur la lutte à ses origines

"Bure pour l'éternité" des frères Bonetti qui visite la lutte en partant de la Maison de résistance autour de 2013

"**Poubelle la vie**" : film automédia à l'occasion de Bure 365 qui détaille les mécanismes de l'acceptabilité sociale sur vimeo

La chaîne viméo "Andra dégage" avec plusieurs vidéos automédia comme "Bure les bains", ou "Poubelle la vie"

La chaîne youtube "Bure Acuire" qui reprend de nombreuses vidéos automedia de 2016 à 2019

La chaîne youtube "Paroles de Malfaiteur-es" qui donne la parole aux mis en examens de la lutte de Bure

Livres

De nombreuses brochures infokiosques ont été écrites et sont trouvables dans les ressources du site www.burebure.info

Plusieurs ouvrages ont été écrits sur Bure :

- Le très bon ouvrage historique auto-édité : "**Notre colère n'est pas réversible**", en libre accès sur le site www.burestop.eu
- "Bure la Bataille du Nucléaire" chez Reporterre
- "L'opposition citoyenne au projet Cigéo" chez L'Harmattan

Musique

Les Bure'Halleurs ont composé de nombreuses chansons

Le ZIRAP compose du rap colectif à Bure dont les morceaux sont en accès sur https://bureburebure.info/



Contact stopcigeo-bure@riseup.net